

C  
H  
A  
P  
I  
T  
R  
E

---

7

*LES COMMUNICATIONS  
COMMUNAUTAIRES POUR  
L'EDUCATION POPULAIRE  
EN AMÉRIQUE LATINE (1950-2000)*

Luis Ramiro Beltrán  
(traduit par Carmen Rico de Sotelo)

Je ferai ici un résumé en quelques pages d'un demi-siècle d'histoire de la communication pour le développement de l'Amérique latine. Mission quasi impossible, je l'admets, mais, puisque je suis lié au processus depuis le commencement, je me sens prêt à relever ce défi !

## **7.1. AU DÉBUT, IL Y AVAIT LA PRATIQUE...**

La pratique a certainement précédé la théorie. En fait, elle surgit entre le dernier tiers de la décennie des années 1940 et le début des années 1950, à la suite de trois initiatives d'avant-garde – deux venaient d'Amérique latine et une était d'origine étrangère.

### **7.1.1. LES «RADIO-ÉCOLES» DE COLOMBIE**

À Sutatenza, un petit village reculé de Colombie, le curé Joaquin Salcedo s'est servi ingénieusement de la radio pour initier les paysans au développement rural, en se servant des communications de masse à des fins éducatives. Il créa le concept des *radioescuelas*, qui consiste à présenter des programmes spécialement produits pour de petits groupes de voisins et diffusés par l'entremise de récepteurs à batteries. Les auditeurs étaient bien sûr guidés par des animateurs qui les incitaient à appliquer par la suite leurs connaissances pour prendre des décisions collectives, dans le but de favoriser l'amélioration de la production agricole, de la santé et de l'éducation. Ainsi, graduellement, est né un regroupement catholique qui s'appelait *Action culturelle populaire*, lequel, après un peu plus d'une décennie, allait s'étendre à tout le pays et qui aurait même des répercussions internationales.

### **7.1.2. LES RADIOS MINERAS DE BOLIVIE**

Quelque vingt ans avant que Paulo Freire ne proposât de donner la parole au peuple, des travailleurs indigènes très pauvres de Bolivie, engagés dans l'extraction minière, sont passés aux actes. Résolus à mieux communiquer entre eux et à se faire entendre par leurs compatriotes, des syndicalistes ont mis en place de petites stations émettrices autogérées à ondes courtes, plutôt rudimentaires – et cela grâce à une contribution prélevée sur leur maigre salaire. Ils les ont utilisées démocratiquement en mettant en place la pratique du « microphone ouvert », au service de tous les citoyens. Tout en mettant l'accent sur l'information et sur les commentaires à propos de leurs luttes contre l'exploitation et la répression, ils faisaient leurs programmes non seulement depuis les galeries des mines ou dans les locaux syndicaux, mais aussi dans les écoles,

les églises, les marchés, les terrains sportifs, sur les places centrales et également en visitant les foyers. À la fin des années 1950, ils avaient réussi à former un réseau national de 33 émetteurs radio, une initiative de « vox populi ».

### **7.1.3. LES CENTRES DE COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE USAID**

Un peu après la fin de la Deuxième Guerre mondiale en 1945, le gouvernement des États-Unis d'Amérique créa un programme d'assistance technique et financière pour les pays « sous-développés ». Il institua, dans le cadre des services coopératifs avec les gouvernements d'Amérique latine, un programme visant principalement l'amélioration de la production agricole, de la santé publique et de l'éducation scolaire. Ce programme comprenait un organisme chargé de la communication, mettant en œuvre des techniques de développement agricole, d'information sanitaire et d'éducation audiovisuelle. De plus, dans quelques-uns de ces pays, il établissait des centres de communication pour le développement en général, sous l'égide de l'organisme que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de USAID (United States Agency for International Development). Le gouvernement fit alors des manuels didactiques sur les principes et les techniques de communication et sur quelques modèles de planification, mais sans cadre théorique dans la façon de mener ce type d'action. Les projets de coopération réalisés en Colombie et en Bolivie n'avaient pas non plus de lignes directrices.

## **7.2. ET SURGIT LA THÉORIE !**

En fait, la théorisation commença approximativement dix ans après le début de ce type de pratiques, et ce, aux États-Unis.

### **7.2.1. LERNER OU LE PASSAGE DE LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE À LA MODERNITÉ**

En 1958, un sociologue de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT), Daniel Lerner, publia une étude réalisée à partir des données d'une cinquantaine de pays sur la disparition de la société traditionnelle et du passage à la modernisation. Il découvrit que cette transition se faisait selon les étapes suivantes : l'urbanisation d'abord à la suite de l'industrialisation, l'action de la communication de masse sur les gens, l'alphabétisation et enfin la participation à la vie politique. Selon Lerner, les fonctions de la communication dans un tel processus

sont les suivantes: créer de nouvelles aspirations chez le citoyen, faire naître chez lui le désir d'un changement social, développer une meilleure participation aux activités communautaires et, enfin, susciter chez lui l'empathie, c'est-à-dire l'aptitude à se mettre en «à la place de l'autre».

### **7.2.2. ROGERS OU LA DIFFUSION DES INNOVATIONS**

En 1962, le sociologue rural de l'Iowa Everett Rogers, qui était professeur à l'Université de l'État du Michigan, mit au point sa théorie sur la diffusion des innovations comme moteur de modernisation de la société; il définit l'innovation comme une idée perçue comme nouvelle pour un individu et communiquée aux autres membres d'un système social. Il affirma que, pour que l'innovation soit acceptée, le comportement devait passer par diverses étapes: la perception, l'intérêt, l'évaluation, la preuve de son efficacité et l'adoption. Il ajouta que la diffusion de l'innovation dépendait de son taux d'adoption. Selon lui, les innovateurs sont, en général, ceux qui possèdent des revenus relativement élevés, une bonne éducation, l'idée d'un certain cosmopolitisme et le sens de la communication. Il remarqua qu'au début du processus il y avait seulement quelques innovateurs, mais que par la suite la plupart des gens se convertissaient, bien que lentement.

### **7.2.3. SCHRAMM OU LA CRÉATION D'UN CLIMAT POUR LE CHANGEMENT**

Wilbur Schramm, communicologue de l'Université de Stanford, publia en 1964 une étude sur la communication et le changement dans les pays «en voie de développement». Tout en concevant la communication de masse comme une sorte de *policy maker* (ou de «*formuladora de politicas*»), il précisa son rôle pour la population. Il affirma que les gens devaient être informés de la planification, des actions, des réussites et des limites de l'effort nécessaire au développement; ils devaient aussi faire partie du processus de prise de décision sur les affaires d'intérêt collectif et connaître les savoir-faire qu'il leur faudrait maîtriser. Pour accomplir ces fonctions, les moyens de communication devraient créer une atmosphère générale propice à la réalisation du changement social indispensable à la réussite du nouveau développement. La publication à l'échelle mondiale des travaux de Schramm, avec l'appui de l'Unesco, contribua à faire de lui le grand prêtre de la communication pour le développement.

Dans la foulée des travaux des universitaires étasuniens, d'autres concepts se développèrent en Amérique latine.

- La **communication d'appui au développement** utilise les moyens de communication – de masse, interpersonnels ou mixtes – comme instrument pour réaliser des projets spécifiques de développement économique et social.
- La **communication de développement** permet de créer, grâce à l'influence des moyens de communication de masse, un climat favorable au changement, qui est un élément essentiel à la réussite de la modernisation des sociétés traditionnelles, à l'avancement technologique, à la croissance économique et au progrès matériel.

La communication pour le développement, telle qu'elle est définie par Lerner, Rogers et Schramm (tous les trois venant des États-Unis, il faut le remarquer), fit loi pendant les années 1950 et jusqu'au milieu des années 1960. L'appui d'organismes bilatéraux comme ceux du gouvernement des États-Unis et des pays européens, comme l'Allemagne et les Pays-Bas, a également contribué substantiellement à la mise sur pied de projets de développement en Amérique du Sud. De plus, les organismes multinationaux comme le PNUD, la FAO, l'Unesco et l'OPS (Organisation panaméricaine de la santé) et, au niveau régional, l'OEA (Organisation des États américains) ont également fait d'importantes contributions, de même que les fondations privées, telles Rockefeller, Kellogg et Ford.

#### **7.4. LA COMMUNICATION ALTERNATIVE EN ACTION**

La stratégie colombienne des radio-écoles s'est répandue rapidement dans la région. En effet, suivant l'exemple de la Bolivie au milieu des années 1950, est apparue la première émission de ce type dans une zone rurale peuplée d'indigènes *aimaras*. Jusqu'au milieu des années 1960, sous le parrainage bienveillant de l'Église catholique, le nombre de stations émettrices, en grande partie paysannes, augmenta dans le pays au point qu'il fut nécessaire de former le réseau coopératif des Écoles radiophoniques de Bolivie (ERBOL). Ce réseau avait commencé à introduire dans son arsenal stratégique la figure des reporters populaires, des bénévoles des localités rurales qui s'ajoutaient à ceux qui étaient formés comme correspondants. Au début des années 1970, s'éloignant déjà un peu du modèle proposé par l'ACPO (association catholique populaire) – et avec l'appui de l'Association latino-américaine des écoles radiophoniques –, ERBOL commença à réorienter ses objectifs, en ce

qui concerne la conception et la forme des radios, pour favoriser une éducation intégrale, participative et démocratique. Puis, à partir des années 1980, le réseau quadrilingue de portée nationale, appuyé de plus en plus par des interventions indigènes, s'engagea dans la lutte en faveur des pauvres et des marginaux de manière si importante qu'elle provoqua à plusieurs reprises des mesures de coercition, sinon de répression des gouvernements.

Il apparaît donc logique que la communication adoptée par le peuple ait eu recours en premier lieu à la radio en raison de son faible coût en équipement, de sa plus grande facilité d'utilisation et de sa grande portée de diffusion. Dans cette optique, les Latino-Américains ont mis au point un usage parfaitement démocratique de ce moyen de communication, et cela, à partir du début des années 1970. L'une des stratégies les plus remarquables est celle que l'on appelle **audio-forum rural** (*Cassette Foro*), créée en Uruguay par Mario Kaplún; il s'agissait d'un moyen simple mais fort utile pour encourager un dialogue à distance entre les coopératives agricoles. Une autre initiative fut celle des cabines radiophoniques, sortes de postes d'enregistrement et de prises de contact établis par un prêtre de Latacunga en Équateur pour donner aux paysans la possibilité d'envoyer de l'information à une station centrale distributrice. On peut signaler d'autres exemples de radio populaire au Pérou, au Mexique, en République Dominicaine, au Nicaragua et à Cuba, qui ont combiné des programmes radiophoniques avec des visites dans les écoles et dans des foyers, par des brigades de formation en santé et en éducation. La Colombie et le Mexique ont été parmi les premiers pays qui ont utilisé la radio comme instrument d'appui à l'éducation formelle en salle de cours. Le Salvador l'a fait par la télévision. Le Mexique a également réussi à créer un réseau de canaux consacrés aux programmes de développement rural, à utiliser le téléroman pour une éducation non formelle sur la santé et la sexualité.

Au Brésil, des groupes de journalistes audacieux créèrent la presse «nanica» (en miniature) formée de petits journaux, presque clandestins, comme expression de résistance de la population aux dictatures militaires. Des festivals de musique, des bals, des foires, des pancartes, du théâtre de rue, des concours et de séances de marionnettes, voilà autant de stratégies déployées pour faire connaître à tous ce que les grands médias ne disaient pas. Au Pérou, Miguel Azcueta, un maître d'école astucieux, fit la promotion d'un système de médias multiples à Villa El Salvador, quartier très pauvre de la capitale, surpeuplé d'émigrants paysans indigènes; il commença par des journaux sur les murs et des bulletins ronéotés, eut recours aux haut-parleurs et au cinéma dans des endroits publics, utilisa la radio et tenta de disposer d'une chaîne de

télévision. Puis, vers la fin des années 1940 et le début des années 1950, il commença à se dessiner en Bolivie un « cinéma près du peuple » (*junto al pueblo*), prioritairement indigène, marqué notamment par la diffusion de documentaires de Jorge Ruiz et Jorge Sanjinés – qui gagnèrent plusieurs prix internationaux et posèrent les bases de ce qui deviendra plus tard le « Mouvement du nouveau cinéma latino-américain ».

## 7.5. ADIEU À ARISTOTE

Également dans la décennie de 1970, les Latino-Américains furent des précurseurs dans la remise en question du modèle classique de communication dominant et pour en proposer une alternative; ce modèle est né à la fin des années 1940 aux États-Unis en suivant le schéma d'Harold Lasswell: *Qui dit quoi, par quel canal, à qui et avec quel effet?* Le modèle fut raffiné et amélioré au milieu des années 1960 par Wilbur Schramm et David Berlo – *Source-Message-Canal-Récepteur-Effet*. Mais il fut critiqué en Amérique latine, car ce modèle considère la communication comme un processus unidirectionnel (monologique) et vertical (autoritaire) de transmission de messages, d'une source vers des récepteurs passifs, dont la conduite est dirigée d'une façon persuasive, dans le but d'obtenir des effets identifiés par l'émetteur. En s'opposant au caractère mécaniciste, autoritaire et conservateur du processus, divers communicologues progressifs d'Amérique du Sud entreprirent l'élaboration d'un modèle différent; ils se mirent à repenser la nature du phénomène de la communication en fonction de sa réalité économique, sociale, politique et culturelle.

En 1969, le pédagogue brésilien Paulo Freire, depuis son exil au Chili, critiqua aussi le modèle classique en l'appliquant à la situation des paysans. Entre 1972 et 1973, l'américain Frank Gerace fit, depuis la Bolivie et le Pérou, une première tentative d'extrapoler la pensée de Freire sur l'« éducation pour la liberté », en travaillant à conscientiser les travailleurs par le dialogue et la « communication horizontale ». D'autres pionniers de la démocratisation de la communication furent le Paraguayen Juan Díaz Bordenave, l'Espagnol qui habitait depuis longtemps en Amérique latine Francisco Gutiérrez et le Brésilien Joao Bosco Pinto; plus tard, ce fut le tour de l'Uruguayen Mario Kaplún et de l'Argentin Daniel Prieto, puis, à la fin de la décennie, du Péruvien Rafael Roncagliolo et du Chilien Fernando Reyes Matta. L'Argentin Máximo Simpson énonça comme caractéristiques de la « communication alternative » – également appelée dialogique, populaire et participative – les éléments suivants :

1. un vaste accès aux ressources du milieu ;
2. la propriété collective des médias ;
3. des contenus favorables à la transformation sociale ;
4. des flux horizontaux et multidirectionnels de communication ;
5. une production artisanale de messages.

En 1980, à la suite de nombreuses critiques et dans un effort de synthèse, j'ai moi-même tenté de formuler un « modèle de communication horizontale », basé sur l'accès, le dialogue et la participation, éléments entendus comme facteurs interdépendants. Je proposai cette définition : « La communication est un processus d'interaction sociale et démocratique qui se base sur l'échange de symboles par lesquels les êtres humains partagent volontairement leurs expériences, par le dialogue et la participation. » Me basant sur cette définition, je proposai une nouvelle définition du concept de développement :

**La communication alternative pour le développement démocratique** permet l'accès des individus au processus de communication et leur participation dans celui-ci en utilisant les médias – de masse, interpersonnels ou mixtes – pour assurer, outre l'avancement technologique et le bien-être matériel, la justice sociale, la liberté pour tous et le gouvernement de la majorité.

## **7.6. LA DÉCENNIE DE FEU**

Comme je l'ai mentionné ci-dessus, la décennie des années 1970 fut extraordinaire en Amérique latine, parce qu'elle permit un changement dans la situation politique et, dans de nombreux cas, en faveur du peuple. Des milliers de personnes se sont engagées à augmenter et améliorer la pratique des nouveaux modèles de communication ; par ailleurs, plusieurs études sur la communication se sont appliquées à renouveler la théorie.

Au début de la décennie, une pléiade d'analyses universitaires bien documentées produisit une importante littérature critique et de nouvelles propositions qui ouvrirent des débats dans la région et à l'extérieur de celle-ci. Ces analyses dénoncèrent en même temps la dépendance latino-américaine des puissances extérieures et la domination interne des majorités appauvries par les minorités au pouvoir, tant en termes de communication qu'en termes de développement.

Sans être des radicaux échevelés, ces jeunes chercheurs et enseignants proposèrent des solutions importantes pour un nouveau consensus

social. Ils firent des contributions cruciales à des initiatives internationales, principalement à celles favorisées à l'époque par l'Unesco, comme la formulation des « Politiques nationales de communication<sup>1</sup> ».

L'Unesco organisa en 1974 à Bogotá la première rencontre mondiale d'experts dans ce type de politique. Les penseurs latino-américains proposèrent un riche ensemble de considérations, de conclusions et de recommandations. Leur rapport devait servir comme plateforme pour les délibérations de la Première Conférence intergouvernementale sur les Politiques nationales de communication en Amérique latine, parainée également par l'Unesco à San José de Costa Rica en 1976. Cette rencontre se réalisa malgré l'opposition tenace des regroupements interaméricains de propriétaires et de directeurs d'entreprises de presse, qui prétendaient que toute tentative d'établir des normes était opposée à la liberté d'expression. Malgré le harcèlement de la partie patronale, la rencontre réussit à réaliser ses objectifs. Le résultat déboucha dans la *Déclaration de San José de Costa Rica*, qui vint constituer une sorte de credo officiel de la communication alternative pour la construction démocratique. Et cette déclaration produisit plus de trente recommandations spécifiques pour l'établissement de politiques nationales, grâce à l'établissement d'un conseil national de nature pluraliste, ainsi que plusieurs propositions pour des actions coopératives régionales. Par suite de l'opposition des entreprises de presse, aucun des trois pays où les gouvernements acceptèrent les propositions de San José – Venezuela, Pérou et Mexique – n'appliqua les changements proposés.

La proclamation du Mouvement des pays non alignés vint, au même moment, mettre le feu aux poudres et créer une controverse mondiale. Sous un leadership surtout yougoslave et arabe, ces pays voulaient premièrement établir un « nouvel ordre international de l'économie », puis un « nouvel ordre mondial de l'information et la communication (NOMIC) ». Ces deux propositions furent fortement rejetées par des pays développés, fermement résolus à maintenir intacte leur hégémonie sur l'information. Dans le dernier tiers de la décennie 1970, le débat virulent parvint jusqu'aux principaux forums gouvernementaux internationaux comme l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence générale de l'Unesco. Près d'une cinquantaine d'auteurs latino-américains firent d'importantes contributions à la réflexion sur le sujet. Mais l'unique institution qui fit alors écho aux inquiétudes

---

1. « Une politique nationale de communication est un ensemble intégré, explicite et durable de politiques de communication répondant à un nombre de principes et à de normes visant à orienter la conduite des institutions spécialisées dans le processus général de communication d'un pays. »

des Sud-Américains a été l'Église catholique... L'Unesco sortit de cette virulente confrontation en créant la Commission MacBride, qui présenta en 1981 son rapport final à l'Assemblée générale de l'organisme. Malgré sa nature foncièrement conciliante, ce document extraordinaire plaça la communication comme outil de démocratie au cœur même de la discussion. Hélas, on ne réussit pas à passer du discours à l'action.

Une autre réussite significative des communicateurs latino-américains, principalement à partir de la décennie 1970, fut celle de la constitution de regroupements professionnels comme l'Association latino-américaine d'écoles radiophoniques (ALER), qui vint s'ajouter aux organisations catholiques de presse écrite et de médias audiovisuels déjà existantes. Naissent également la Fédération latino-américaine des journalistes (FELAP), l'Association latino-américaine des chercheurs en communication (ALAIIC), qui fut précédée par l'Institut de recherche de la communication (ININCO) au Venezuela. Plus tard, en 1981, naîtra également la Fédération latino-américaine des Facultés de communication sociale (FELAFACS) qui compte maintenant plus d'un millier de membres. De plus, il se créa d'abord au Mexique l'Institut latino-américain d'études transnationales (ILET), puis plus tard au Pérou l'Institut pour l'Amérique latine (IPAL) et au Chili le CENECA. Tous ces regroupements se sont engagés avec l'idéal de démocratiser la communication et le développement.

Il faut également souligner que depuis le début des années 1970 est apparue dans la région une analyse critique de la recherche de la communication pratiquée dans la région, mais utilisant des modèles étrangers. En général, les prémisses, les objets et les méthodes de recherche propres à ces modèles furent remis en question en raison de diverses considérations d'ordre académique et politique; en particulier, comme dans le cas du modèle de diffusion des innovations comme axe pour le développement, quelques Latino-américains lui ont formulé plusieurs critiques et ont remarqué que cette approche ne s'adaptait pas aux réalités de la région.

Enfin, il faut également indiquer que les revues scientifiques latino-américaines sur la communication ont commencé à naître et se développer.

## **7.7. QUEL DÉVELOPPEMENT ET POUR QUI ?**

À la fin des années 1940, s'est implanté en Amérique latine, avec l'assistance technique et financière des États-Unis, le modèle de développement en vigueur dans ce pays et dans certains autres de l'Europe occiden-

tale. Adopté avec un optimisme aveugle par les gouvernements de l'Amérique latine, il allait être appliqué sans hésitation ni ajustements. Mais déjà au début des années 1960 ont commencé à apparaître des preuves de l'inefficacité de ce paradigme : les gouvernements n'y ont pas prêté attention.

Au milieu de cette décennie apparut un mouvement régional de scientifiques sociaux qui annonçaient le début du questionnement critique de ce modèle ; ils proposèrent d'appeler celui-ci « la théorie de la dépendance ». Le mouvement fit remarquer l'injustice profonde qui prévalait dans l'échange commercial de biens et de services entre la région et les États-Unis. Vendre bon marché les matières premières et acheter à prix élevé les produits manufacturiers, voilà ce qui produisait un déficit chronique et croissant pour les Latino-Américains. Pour cela, ils ont affirmé que c'est seulement en changeant cette structure de dépendance qu'il pourrait y avoir un développement effectif et véritablement démocratique ; le rapport Pearson leur a donné raison. Mais personne n'écoutait ces voix prémonitoires. Et ainsi, ce qui devait arriver arriva ; au lieu du développement, le sous-développement s'accroissait, obstinément et dangereusement.

Au début des années 1970, l'échec du modèle devint vraiment évident. La crise du pétrole eut de graves conséquences sur l'économie de l'Amérique latine, qui n'a pu se défendre comme l'ont fait les pays développés. Vulnérable en raison de son extrême dépendance des États-Unis, la région vit, dès le milieu de la décennie, son taux de croissance baisser rapidement. Cela entraîna les compressions des dépenses publiques, qui, comme toujours, ont affecté les moins nantis. Pour combler les déficits accumulés en raison de l'absence d'équité du régime d'échange, les gouvernements latino-américains durent augmenter leur dette extérieure et accepter des délais d'amortissement plus courts et des taux d'intérêt plus élevés.

En 1973, un communicologue latino-américain proposa de définir le développement comme un processus accéléré de changement sociopolitique qui génère des transformations substantielles dans l'économie, l'écologie et la culture et favorise l'avancement moral et matériel de la majorité de la population, dans des conditions de justice, de liberté et de dignité. En 1974, la Déclaration de Cocoyoc (Mexique) constitua un manifeste politique et régional qui proposait les bases pour un développement humain, plus équitable et démocratique. En 1976, une équipe multidisciplinaire constituée en Argentine par la Fondation Bariloche proposa, après une année d'étude, un modèle latino-américain pour bâtir, par un changement structurel, une nouvelle société fondée sur l'équité, la pleine participation du peuple dans la prise de décision et la protection de l'environnement.

Aucun gouvernement ne prêta attention à des propositions comme celles-là et, ainsi, le sous-développement s'accrut. En effet, vers 1978 la situation économique était la suivante: des salaires de plus en plus bas et des prix de plus en plus élevés avec une inflation inacceptable. Quarante pour cent des familles sont tombées dans la pauvreté extrême, pendant que les élites conservatrices et les autorités s'enrichissaient de plus en plus.

## **7.8. LA TERRIBLE « DÉCENNIE MANQUÉE »**

Durant la décennie 1980 sont apparus en politique le néolibéralisme et la globalisation, qui changèrent en peu de temps les bases structurelles de l'économie, de la politique, de la culture et de la communication à l'échelle mondiale. Et, une fois de plus, les nations à l'origine de ces initiatives nous ont promis une ère nouvelle de développement. Entre 1981 et 1983, cependant, la pire récession depuis la Grande Dépression (de 1929) frappa les pays développés et eut des conséquences catastrophiques sur les pays sous-développés.

Le taux de croissance du PIB de l'Amérique latine, qui avait été de 5,5 % pendant la période de 1950 à 1980, a chuté en 1982 à moins de 0,9 % et le produit *per capita* diminua dans la même année de plus de 3 %. La dette extérieure qui, en 1975, était de 67 millions de dollars bondit alors à 300 milliards, atteignant en 1989 le chiffre astronomique de 416 milliards de dollars. Entre le début et la fin de cette tragique décennie, la participation de la région dans le marché international descendit de 7 % à 4 % et le volume d'investissement étranger passa de 12,3 % à 5,8 %.

Cette crise annihila toute perspective de développement et soumit la région aux graves conséquences de l'augmentation du chômage et de la misère qui s'ensuivit, de même que de la fuite des capitaux vers l'étranger et de l'établissement de barrières à l'exportation. Furent aussi coupés les investissements dans les secteurs sociaux, comme ceux de la santé et de l'éducation.

Ce n'est pas pour rien, en fait, que la décennie 1980 a été appelée la décennie manquée. Et, paradoxalement, on assista dans le même temps à la réapparition des gouvernements démocratiques dans les pays de la région, ceux-là mêmes qui avaient été dirigés longtemps par des dictatures brutales, attachées au modèle classique du développement. Mais la volonté de reconstruction démocratique fut à court d'argent, puisque même l'assistance extérieure au développement diminua.

## **7.9. FAUT-IL RENONCER À L'UTOPIE ?**

Malgré les aspirations refoulées et les souffrances subies, les communicateurs latino-américains engagés dans le nouveau développement n'ont pas baissé les bras et renoncé à leurs idéaux. Il est impossible de faire le compte rendu ici, même pas dans sa forme la plus synthétique, de ce qui a été fait dans les années 1980 et 1990 pour maintenir en vie le combat, malgré le contexte économique et politique défavorable et en dépit des promesses non tenues de la soi-disante société de l'information. Ces communicateurs latino-américains savent bien que la situation de la grande majorité de leurs concitoyens est aujourd'hui pire que dans les années 1970, que la liberté démocratique n'est pas au rendez-vous, que l'exploitation à l'intérieur de nos pays se perpétue et que la dépendance externe est plus grande que jamais. Leur lutte est aujourd'hui plus valable que jamais. Pourtant, ils ne sont pas prêts à renoncer aux idéaux de justice et de liberté et ils continuent à lutter avec les armes de la théorie et de la pratique.

Ainsi le montrent les réflexions relativement récentes développées dans les ouvrages, les revues et les rapports, en particulier dans des pays comme le Pérou, la Colombie, le Venezuela, le Mexique, le Brésil et la Bolivie. De même, on le constate dans les déclarations produites à la suite des diverses rencontres professionnelles, au moins de 1985 jusqu'au tournant du nouveau siècle.